



AgEcon SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Agriculture 2000. - *Le Livre blanc : les stratégies agricoles face à la nouvelle PAC.*

G. Azcarate

Citer ce document / Cite this document :

Azcarate G. Agriculture 2000. - *Le Livre blanc : les stratégies agricoles face à la nouvelle PAC.* In: *Économie rurale*. N°219, 1994. pp. 33-34;

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1994_num_219_1_4593_t1_0033_0000_1

Fichier pdf généré le 08/05/2018

NOTES DE LECTURE

Agriculture 2000. - Le Livre blanc : les stratégies agricoles face à la nouvelle PAC. Paris, 1993, Economica.

L'Association "Agriculture 2000" regroupait en avril 1993, date de la publication de ce Livre Blanc, 500 agriculteurs, 250 opérateurs économiques et 30 organisations professionnelles. Elle a réalisé ce Livre Blanc sur la réforme de la PAC, son bilan et ses enjeux, avec la collaboration du cabinet "Rexécode".

Le Livre Blanc proprement dit se compose de deux parties : la **première** fait l'état des lieux en insistant sur les ruptures introduites par la réforme de la PAC et la diversité des stratégies d'adaptation pour conclure avec la filière grains face à la réforme. La **deuxième** aborde les différentes stratégies possibles d'adaptation pour ladite filière grains. L'étude se complète par des annexes où se cotoient le **mauvais** (étude statistique des coûts de production et des marges) avec le **bon** (étude de la situation de l'ensemble de la filière grain).

A un moment où le désarroi ne gagne pas seulement les campagnes mais atteint aussi les bureaux des Ministères, à un moment où les tentations "de repli sur soi" sont très fortes, il fallait une analyse qui soit **économique** et **sereine**. On pourra ne pas partager tout le contenu de l'ouvrage, mais on devra reconnaître le **courage de l'analyse et l'opportunité de la publication**. Comment ne pas applaudir les auteurs quand ils signalent que "les agriculteurs ont trop souvent cru que la seule façon de réagir était de défendre morceau par morceau les maillons de l'ancien édifice. C'était la stratégie du refus. Or, toute analyse un peu lucide montre que cet édifice est à terme condamné. Il ne faut donc plus regarder le passé, mais évaluer le plus rigoureusement possible les conditions dans lesquelles devront opérer les entreprises agricoles de demain".

Les questions qui ne sont malheureusement pas abordées sont les "pourquoi". Pourquoi les mécanismes de la PAC n'ont-ils pas été réformés suffisamment tôt ? Pourquoi cette défense obtuse de statu quo ? Il ne s'agit pas de questions académiques. La compréhension des erreurs passées permet de limiter les répétitions de ces mêmes erreurs dans l'avenir. Est-ce que ce ne sont pas ces mêmes démons familiers qui expliquent les positions d'un grand nombre d'interlocuteurs lors de la mise en route et du suivi de la réforme.

Face à la réforme, il ne peut y avoir une stratégie unique d'adaptation des agriculteurs. Les agriculteurs, insistent les auteurs, n'ont déjà que trop pâti dans le passé des schémas de développement uniformes, ne respectant pas la formidable diversité des situations et des régions. Elles sont plus complémentaires que concurrentes entre elles. Il s'agit par exemple de la production de produits bruts, pour lesquels les prix ne devront pas être artificiellement tenus à des niveaux trop élevés pour ne pas perdre leurs débouchés ; du captage de la valeur ajoutée par la remontée en gamme, de la politique de qualité et de différenciation des produits ; de la prestation de services et de l'occupation du territoire.

Des points polémiques...

Je ne peux pas résister à la tentation de signaler, quand même, certaines affirmations qui me paraissent soit erronées, soit incomplètes :

- les auteurs soulignent que la réforme rompra de "multiples équilibres régionaux ou locaux dans certains cas de façon irréversible" et qu'elle provoquera des transferts totaux considérables entre régions. Ils oublient de souligner l'importance décisive des plans de régionalisation que l'Administration française a décidé toute seule, comme une grande, même en infraction de la réglementation communautaire ;

- l'impact, négatif certes, de la réforme de la PAC sur l'emploi dans l'ensemble de la filière, est à comparer avec celui de la continuité de la politique agricole dans la réforme. Les auteurs ne l'ont pas fait. L'AGPB, par contre, l'a fait sur les revenus agricoles dans les documents de son dernier congrès, et est arrivé à la conclusion que la situation après la réforme est meilleure que sans la réforme. Sylvie Bonny, dans le numéro de juillet/août 1993 de cette même revue a apporté des éléments intéressants sur l'évolution des investissements agricoles depuis 20 ans ;

- on appréciera une contradiction entre l'affirmation que les prix des céréales communautaires suite à la réforme ne seront pas éloignés des cours moyens observés sur

le passé à Chicago, et la non-prise en compte de la possibilité d'exportations de la CEE sans subvention ;

Je ne suis pas sûr que la recherche d'un rendement élevé restera dans tous les cas une des conditions nécessaires de l'efficacité et de la rentabilité macro-économique.

... mais une vision du futur

Ces quelques critiques ne doivent pas empêcher de souligner le grand mérite de cette étude, celui de s'insérer dans une dynamique positive d'agriculture d'entreprise qui soit "en mesure de renforcer sa position concurrentielle, et donc sa contribution aux équilibres écono-

miques et sociaux". Le Club "Agriculture 2000" s'insurge contre "le repli sur les droits à produire distribués par les administrations, en renonçant à toute adaptation offensive sur les marchés".

Ce plaidoyer, tout à fait dans la ligne de celui que faisait en 1982 notre regretté Denis Bergmann dans les pages de cette même revue, est plus opportun, à un moment où l'on parle trop souvent, même en France, de quotas nationaux de production, superficies ou quantités maximales garanties par Etat-membre, et autres calendriers nationaux de production.

Tomas GARCIA AZCARATE
Commission des Communautés Européennes

Déméter 93. - Economie et stratégies agricoles. Paris, 1993, Armand Colin.

Le XXème siècle est déjà fini. Pour autant que cette boutade puisse être vraie, elle touche, en agriculture, trois questions centrales : l'épuisement des politiques productivistes sur la base desquelles les pays capitalistes avancés ont construit leur puissance agricole, l'échec de la planification fondée sur les grandes fermes collectives d'Etat et le passage du marché "de masse" vers un marché "de clientèle" pour les produits agro-alimentaires. Ces trois phénomènes décisifs fournissent les thèmes du premier numéro de Déméter 93- Economie et Stratégies Agricoles. Par l'ampleur des sujets traités, il s'agit d'un ouvrage dont l'utilité dépasse le cercle des seuls spécialistes agricoles.

L'article de Florence Jacquet sur la réforme de la PAC tout d'abord, montre bien qu'il s'agit d'un tournant décisif. Il est vrai que, depuis sa naissance, la Politique Agricole Commune est objet de propositions de changement. Les problèmes liés à la surproduction sont envisagés depuis très longtemps. Il n'en reste pas moins que toutes les propositions pour contrecarrer les effets négatifs d'une politique de développement agricole très bien réussie finissaient par aggraver les problèmes qu'elles étaient censées résoudre : quotas, plafonnement de l'offre pour certains produits, gel de terres, aucune de ces mesures n'a pu ralentir la croissance des excédents agricoles, de l'endettement des producteurs et des problèmes d'environnement liés à l'usage intensif de produits chimiques en agriculture. Même si l'on peut regretter le caractère excessivement descriptif du travail de F. Jacquet (mais il faut reconnaître que, vu la complexité du thème, il est difficile d'en faire en même temps une exposition compréhensible et une analyse critique poussée), il montre bien l'essentiel de la réforme qui vise à réduire les dépenses publiques de soutien de l'agriculture et à rapprocher les prix communautaires de ceux pratiqués dans les marchés mondiaux. Pour y arriver cependant, il faudra renoncer à un des principaux fondements de la construction non seulement de la PAC, mais du fonctionnement de l'économie de marché : la course effrénée à la productivité comme forme de réduction des prix. L'espace rural paraît prendre le dessus sur la production agrico-

le : un objectif sûrement noble, mais dont la possibilité pratique d'exécution reste encore à démontrer.

Les excédents agricoles qui ont marqué le début de la transition post-communiste en Pologne, Tchécoslovaquie et Hongrie étaient, hélas, un fait transitoire, dû non pas à l'exceptionnelle performance du secteur agricole mais à la chute brutale du pouvoir d'achat des consommateurs, conjugué à la réduction des subventions à la consommation. Alain Pouliquen, un des plus importants spécialistes européens sur l'agriculture des pays de l'Est ne présente pas une analyse optimiste de la transition à l'économie de marché, dans le deuxième article de cette publication de Déméter. Dans les deux pays où les fermes d'Etat détenaient l'essentielle de l'offre agricole (Hongrie et Tchécoslovaquie), la formation d'une classe d'entrepreneurs privés ne va pas du tout de soi. Si bien que les privatisations de terre révèlent beaucoup plus des intérêts patrimoniaux qu'elles n'ouvrent la voie à des vocations entrepreneuriales jusqu'alors réprimées. En Pologne, où les fermes d'Etat ne contrôlaient que 20% de l'offre agricole, l'excessive pulvérisation des unités productives empêche qu'elles deviennent la base d'une reprise durable de la production. A ces données structurelles (étudiées et résumées par Pouliquen dans des tableaux très complets et en même temps didactiques) vient s'ajouter une conjoncture de chute des revenus, d'ouverture du ciseau des prix aux dépens du secteur agricole qui rendent probable le maintien sur plusieurs années de la récession agricole dans ces pays et leur transformation en importateurs nets de produits alimentaires.

Il serait cependant illusoire de compter sur l'ouverture de nouveaux marchés dans les pays de l'Est pour résoudre les problèmes d'excédents structurels en Europe occidentale. Si la réduction de l'offre est un des volets sur lesquels s'appuie la formulation d'une nouvelle politique pour l'agriculture communautaire, de nouvelles tendances du marché consommateur y ont une part essentielle à jouer. C'est le thème du travail d'Egizio Valceschini sur la qualité des produits agro-alimentaires dans le marché unique. Valceschini repère la recherche de qualité comme une tendance nouvelle et opposée à la course à la productivité, marque du développement agri-